

Evaluation des systèmes judiciaires (2018 - 2020)



Lituanie

Generated on : 24/09/2020 15:45

Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	9 560 309 000 ☐ NA ☐ NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	2 782 861 000 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires The state budget increased due to the growth of the economy.

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[16 158]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[11 089]

☐ NA

Commentaires The state budget and salary increased due to the growth of the economy.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

☒ NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Official Statistics Portal, <https://osp.stat.gov.lt>.

1.1.2.Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	78 227 674 [] NA [] NAP	78 108 072 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	68 840 496 [] NA [] NAP	68 905 559 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	1 503 827 [] NA [] NAP	1 331 267 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	572 328 [] NA [] NAP	597 098 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	2 681 176 [] NA [] NAP	2 649 416 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	1 217 000 [] NA [] NAP	1 330 900 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	235 335 [] NA [] NAP	217 625 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	3 177 512 [] NA [] NAP	3 076 207 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Taxes related to the salaries (social insurance) paid by the employer are included in 1. Finances for 2 (computerisation), for 5 (investment in new buildings), also partly for 3 (expertise), 4 (building repair), 6 (training) are allocated to the budget of the National Courts Administration. "Other" includes other finances for expenses of the courts (telecommunications, post, transport, paper etc.).

Annual public budget for 2 (computerisation), 6 (training) and 7 (other - security measures), allocated to the budget of the National Courts Administration decreased in comparison with the previous period because of the decrease of the finances Norway funds that were included into the budget of the National Courts Administration (approved and implemented).

Discrepancy of annual implemented budget for 5 (investments in new (court) buildings) from approved budget is due to the fact that the budget was increased at the stage of the adjustment of the budget.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : According to Article 83(1) of the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania, the following shall be released from the payment of the stamp duty (court fee) in cases which are heard by a court:

- 1) employees in cases concerning all claims arising from the legal relationships of employment and consumers in cases concerning unfair terms of consumer contracts;
- 2) plaintiffs in cases concerning the adjudication on maintenance;
- 3) plaintiffs in cases concerning compensation of material and non-material damages, connected with an incident of harm to a person's health, the loss of his life in an accident at work, or a professional illness;
- 4) plaintiffs in cases concerning compensation of material and non-material damages created by criminal act; 5) a prosecutor, State and municipal institutions, other persons when a claim or petition is lodged in order to defend public, State and/or municipal interests in that part of a case, in which it is sought to defend a public, State and/or municipal interest;
- 6) parties in cases concerning damages, which have arisen due to an unlawful conviction, unlawful arrest by the use of custodial measures, unlawful detention, unlawful use of coercion measures, or unlawful imposition of an administrative penalty - arrest, as well as damages, which have arisen due to the unlawful actions of a judge or a court in hearing a civil case;
- 7) parties in cases concerning property loss in connection with political repressions;
- 8) an enterprise (establishment), against which a bankruptcy or restructuring case has been lodged or in which an extrajudicial bankruptcy procedure is being executed, or natural person, against whom the bankruptcy case has been lodged, or other participating persons in a case – for lodging appeals and cassation petitions in these cases; 9) plaintiffs and parties, lodging property claims in bankruptcy or restructuring cases (apart from the situations referred to in Article 80(1)(9) of the Code of Civil Procedure);
- 10) State and municipal institutions (establishments) when lodging claims on the recovery of funds;
- 11) the Bank of Lithuania, the State enterprise Turto Bankas, and the State enterprise State Property Fund;
- 12) spouses when lodging petitions to dissolve a marriage by mutual consent and on petition of one of the spouses;
- 13) applicants when lodging applications by the procedure established in Part V, Chapters XXIX (adoption cases) and XXXIX (cases on courts permissions or confirmation of facts, administration of property, the application of procedures of inheritance and other cases, which are heard by a simplified procedure established by the Civil Code and other law) of the Code of Civil Procedure;
- 14) parties in cases concerning restriction of parental authority, abolition of the restriction of parental authority, separation of the child from the parents (father or mother) or abolition of this separation;
- 15) applicants in cases concerning establishment and abolition of the permanent guardianship or care of a child, the appointment, dismissal or removal from duties of a guardian or carer of a child;
- 16) persons in other circumstances, referred to in the Code of Civil Procedure and other law. Article 83(3) of the Code of Civil Procedure establishes that by means of summary proceedings, taking into consideration the person's material situation, the court can partly release from payment of stamp duty. An application for partial release of the stamp duty shall be reasoned. Proof providing the necessity of

release of the stamp duty shall be annexed to the application. The court decision on the application has to be motivated.

In accordance with Article 36 of the Law on Administrative Proceedings of the Republic of Lithuania, the stamp duty shall not be imposed on complaints (applications) related to:

- (1) delay by public administration bodies to perform actions;
- (2) granting or refusal to grant pensions;
- (3) violations of the electoral laws and the Law on Referendum of the Republic of Lithuania;
- (4) applications by civil servants and officials when they concern legal relations in the office;
- (5) applications by tax administrators and their officials concerning the recovery of taxes and other payments into the budget, also their applications concerning tax disputes; applications by officials concerning the recovery of levies;
- (6) applications by state and municipal supervision officials regarding the recovery into the State or municipal budgets of unlawfully received income or misappropriated grants, subsidies and allocations;
- (7) applications by the prosecutors, public administration bodies, organisations or natural persons concerning the protection of the public interest or the rights of the State, municipalities and individuals as well as the statutory interests;
- (8) applications by ombudsmen of the Seimas pursuant to the Law on the Seimas Ombudsmen;
- (9) application by the Government representative concerning the acts adopted by municipal institutions, agencies, services as well as unlawful actions of their staff members;
- (10) compensation for damage inflicted by unlawful actions of public administration bodies;
- (11) conclusions whether a municipal council member, a municipal council member – mayor, against whom the mandate removal procedure has been opened, has breached the oath and/or failed to perform their statutory powers as indicated in the application.

Other applications by public administration bodies to the administrative court when they are directly related to the public administration functions they perform shall also be except from stamp duty.

Likewise, stamp duty shall not apply to separate appeals by parties to the proceedings, appeals against administrative court decisions concerning the above-referred complaints/applications, as well as to applications to investigate the lawfulness of normative administrative acts or other legal acts of general nature. The court shall have the right to request the persons who abuse of the right to judicial remedies (that is, apply to court without a serious basis or more often than once a month) to pay the stamp duty.

Article 37 of the Law on Administrative Proceedings of the Republic of Lithuania stipulates that the administrative court, taking into account the property situation of a natural person or a group of persons, may release them from the payment of stamp duty either fully or in part. An application to release a person from stamp duty shall be reasoned and supported by evidence.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Article 80 of the Code of Civil Procedure establishes the amounts of stamp duty (court fee). According to the system, established in this article, the stamp duty in non-property cases is an exact amount of money, though in property (pecuniary) cases the calculation of stamp duty is combined with proportional and ordinary value. Article 80(1) of the Code of Civil Procedure establishes court fees: 1) in pecuniary disputes – depending on the claimed amount: - for claims up to 30 000 EUR – 3 % of claimed amount, but not less than 20 EUR;

- for claims from 30 000 EUR up to 100 000 EUR – 900 EUR plus 2 % of claimed amount, exceeding 30 000 EUR;

- for claims over 100 000 EUR – 2300 EUR plus 1 % of claimed amount, exceeding 100 000 EUR.

The maximum stamp duty payable for one claim in pecuniary cases shall not be more than 15 000 EUR;

2) in other disputes – different court fees depending on the substance of the case.

A request to impose provisional measures shall require the payment of the stamp duty of 50 EUR.

For a petition of an arbitration decision, an official fee of 500 EUR shall be payable.

Where the procedural documents referred to in this Article are submitted to the court by means of electronic communications, the stamp duty of 75 per cent of the payable stamp duty amount shall be paid for the relevant procedural document, but not less than 5 EUR. The same stamp duty relief applies if parties tried to solve their dispute in mediation before going to a court.

It shall be noted that according to the Code of Civil Procedure the courts index the stamp duty, except calculated in percent, by taking into consideration the quarter's consumer price index, if it is greater than 110. The applied index is calculated in the period of the law, where the stamp duty is defined, till every quarter.

Following Article 35 of the Law on Administrative Proceedings of the Republic of Lithuania, the stamp duty of 30 euros shall be paid in administrative proceedings for each complaint/application, regardless of the number of claims asserted therein. An appeal against the court decision shall be subject to the stamp duty of 15 euros. Where the complaints/applications referred to in this Article are

submitted to the court by means of electronic communications, the stamp duty of 75 per cent of the payable stamp duty amount shall be paid for the relevant complaint/application. Article 158(3) of the Law on Administrative Proceedings of the Republic of Lithuania states that an application to renew proceedings shall be subject to the stamp duty of 30 euros.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[90]

[] NA

[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[9 763 600]

[] NA

[] NAP

Commentaires Discrepancy with the numeric data of previous cycle may occur because the overall number of cases has decreased.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	6 224 861 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	6 220 085 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	516 089 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	5 703 996 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
--	--------------------------------	---------------------	---------------------

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Approved public budget for legal aid was € 6224861 (€ 520865 for primary legal aid (the provision of legal information, legal advice and drafting of the documents to be submitted to state and municipal institutions, with the exception of procedural documents) and € 5703996 for secondary legal aid (drafting of documents, defence and representation). Implemented public budget in 2018 was € 6220085 as €4776 of funds allocated to primary legal aid were unused and given back to the state budget.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	31 620 164 [] NA [] NAP	31 607 079 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	69 769 [] NA [] NAP	69 768 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : Other Ministry is the Ministry of Finance. Inspection body is the National Audit Office of Lithuania (Supreme Audit Institution). Other body is National Courts Administration (NCA), the NCA prepares drafts of documents and all calculations for the Judicial Council.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Directeur administratif du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Other is the Head of Finance and Accountability Division. Court administrative director is called Court chancellor.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Ministry of Finance, Ministry of Justice, National Courts Administration, Prosecutor Office.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	210 249 000 [] NA [] NAP	208 710 700 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget

provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The data above and here below is presented according to the Law on the approval of State and municipal budget financial rates for 2018 (Law of 12th December, 2017 No. XIII-868):

- the adjusted total was 211 424 800;
- courts (excluding the budget of the National Courts Administration for computerization, investment in new buildings, expertise, building repair, trainings, which is included in the budget item of the National Courts Administration) - budget approved 74 095 000, budget adjusted 74 110 000, budget implemented 74 085 200;
- public prosecution services - budget approved 31 520 000, budget adjusted 31 620 200, budget implemented 31 607 100;
- Ministry of Justice (including prison system) – budget approved 93 951 000, budget adjusted 94 972 100, budget implemented 92 601 000. The budget for secondary legal aid is included in the budget of the Ministry of Justice. The budget for the whole justice system as presented does not include budget for primary legal aid. The Ministry of Justice implemented less budget because of the economy due to reorganisation, the staff's change and illness, because of the economy of the budget for the acquisition of long-term assets, because the budget for investment was not implemented at the whole scale in the subordinate institution, also because of decreased workload of the advocates providing secondary legal aid;
- prison system - budget approved 69 524 000 (budget adjusted - 68 788 400, budget implemented 66 973 700. The discrepancies arise because of the public procurement procedures.
- the Constitutional Court – budget approved 2 132 000, budget adjusted - 2 132 000, budget implemented 1 943 600. The Constitutional Court implemented less budget than approved because of the staff's illness and parental leave;
- the National Courts Administration – budget approved 8 551 000, budget adjusted - 8 590 500, budget implemented 8 473 800. The difference arises due to termination of the contract for development and installation of centralised payroll system and the decrease of the factual number of state pension beneficiaries (judges).

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	()	(X)	()
Conseil supérieur de la magistrature	()	(X)	()
Cour constitutionnelle	(X)	()	()
Service de gestion du système judiciaire	()	(X)	()
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()

Service de l'exécution	()	(X)	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	(X)	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser : National Courts Administration

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Finance

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- State-guaranteed legal aid system consists of primary legal aid, secondary legal aid and mediation. Primary legal aid includes the

provision of legal information, legal advice and drafting of the documents to be submitted to state and municipal institutions, with the exception of procedural documents. Primary legal aid also covers advice on the out-of-court settlement of a dispute, actions for the amicable settlement of a dispute and drafting of a settlement agreement, but shall not cover completion of declarations submitted to tax authorities. Secondary legal aid includes drafting of procedural documents, defence and representation in court, including the process of execution, representation in the event of preliminary extrajudicial consideration of a dispute, where such a procedure has been laid down by laws or by a court decision. Secondary legal aid also covers the litigation costs incurred in civil proceedings, the costs incurred in administrative proceedings and the costs related to the hearing of a civil action brought in a criminal case. Mediation includes dispute resolution during which one or several mediators help the dispute parties to solve their dispute amicably.

Primary legal aid is ensured to all residents of Lithuania without means or merits test. Primary legal aid is organised by municipalities and must be provided immediately upon the application of a person. Where immediate provision of primary legal aid is not possible, the applicant shall be notified of the time of an appointment, which must take place not later than 5 days from the day of application. There are 60 contact points (60 municipalities) to apply for primary legal aid. Individuals in closed institutions may apply in writing (by post or electronic means) for primary legal aid as well. Secondary legal aid and mediation is ensured to the residents of Lithuania who meet the means test or who have a right to secondary legal aid without means test (the aggrieved parties in the proceedings concerning compensation for the damage incurred through criminal actions, persons eligible for social allowance, persons who have a severe disability and etc. according to Article 12 of the Law on State-guaranteed legal aid of the Republic of Lithuania). Decision on the provision of secondary legal aid is taken by a State-guaranteed legal aid service (SGLAS) (an institution under the Ministry of Justice) immediately upon a person's application. Where the decision cannot be taken immediately, it shall be taken within 5 working days of the receipt of the documents. There are also specific rules where presence of lawyer is mandatory in certain cases: 1) criminal cases: when participation of the defender or representative in hearing of criminal proceedings is obligatory, then a pre-trial investigation officer, prosecutor or court shall notify coordinator (SGLAS) that the participation of a defender for a suspect, the accused or the convicted person is required or that it is obligatory for the victim/injured person to have his authorised representative. Coordinator shall immediately select a lawyer providing secondary legal aid and notify a pre-trial investigation officer, prosecutor or court. On weekends, holidays and outside the working hours a lawyer shall be appointed by a pre-trial investigation officer, prosecutor or by court on the basis of the duty lists prepared by SGLAS.

2) involuntary hospitalization and treatment cases: Health Care Entity provides SGLAS with a notification on the need of secondary legal aid for the person concerned. SGLAS shall adopt a decision on the provision of secondary legal aid on the day of receipt of such notification or on the nearest working day if the notification has been received after the working hours and shall immediately notify Health Care Entity in writing on the decision adopted. Health Care Entity must introduce SGLAS's decision on the provision of secondary legal aid to the person concerned and to ensure communication between him/ her and the lawyer. On weekends, holidays and outside the working hours a lawyer shall be appointed by court on the basis of the duty lists prepared by SGLAS.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

☐ [] NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

☐ [] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire



020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	84 039 [] NA [] NAP	42 248 [] NA [] NAP	41 791 [] NA [] NAP
En matière pénale	27 931 [] NA [] NAP	26 833 [] NA [] NAP	1 098 [] NA [] NAP
En matière autre que pénale	56 108 [] NA [] NAP	15 415 [] NA [] NAP	40 693 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Primary legal aid (cases not brought to court) was granted for 41791 legal enquires. Secondary legal aid (cases brought to court) was granted in total in 42248 cases: - 26833 criminal cases (24944 cases by decisions of a pre-trial investigation officer, prosecutor or the court when the presence of a lawyer is mandatory and 1889 cases by decisions of State-guaranteed legal aid service where the presence of a lawyer is not mandatory);
- 15415 civil and administrative matters by decisions of State-guaranteed legal aid service.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

libre choix de l'avocat

Personnes mises en cause	☒ (X) Oui ☐ () Non ☐ [] NAP
Victimes	☒ (X) Oui ☐ () Non ☐ [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d’octroyer l’aide judiciaire complète ou partielle ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Veuillez préciser si d’autres critères sont pris en compte pour l’octroi de l’aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	4 000 ☐ [] NA ☐ [] NAP	☒ [X] NA ☐ [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	4 000 ☐ [] NA ☐ [] NAP	☒ [X] NA ☐ [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	6 000 ☐ [] NA ☐ [] NAP	☒ [X] NA ☐ [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	6 000 ☐ [] NA ☐ [] NAP	☒ [X] NA ☐ [] NAP

024. Est-il possible de refuser l’aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l’action (par exemple pour caractère abusif de l’action en justice ou en raison de l’absence d’un éventuel succès) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l’aide judiciaire :

025. La décision d’accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

☐ () le tribunal

☒ (X) une instance extérieure au tribunal

☐ () une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d’assurance de protection juridique permettant aux personnes

physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Ministry of Justice

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) https://www.e-tar.lt ; http://www.lrs.lt
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) http://liteko.teismai.lt
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) http://www.teismai.lt ; http://www.teisinepagalba.lt

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

() Non

(X) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Ministry of Justice of the Republic of Lithuania approved a brochure for victims, which has all the necessary information for victims about national victim support services, medical, legal aid and other important information.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes handicapées	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : Number of changes (comparing with previous period) were made in legal regulation seeking to improve the rights and security of vulnerable persons.

One of the information mechanisms is the provision of the Article 308 of the Criminal Procedure Code which establishes that when the person is sentenced to real arrest or imprisonment, the judge must ascertain whether the victim wishes to be informed of the prospective release of the sentenced person or his (her) escape from the penitentiary.

Examples of the special arrangements in hearings:

- according to the Article 55 of the Criminal Procedure Code the court shall recognize that the presence of an authorized representative is necessary in cases related to criminal offences against human health, liberty, sexual freedom and integrity, child and family or moral integrity where the victim is a juvenile and rights and legitimate interests of the minor victim would not have been adequately protected without the assistance of an authorized representative;

- according to the Articles 280 and 283 of the Criminal Procedure Code when in exceptional cases it is necessary to interrogate (interview) the toddler victim in court, always a psychologist shall be invited who shall assist in interviewing the victim considering his or her social and psychological maturity, and (or) a representative of the state child rights protection authority who shall observe whether the rights of the victim are not being violated. In case of the juvenile victim who has suffered from crimes against human life, health, liberty, sexual freedom and integrity, child and family, profit from the prostitution of a minor or involvement of a minor in prostitution, a psychologist

(or) a representative of the state child rights protection authority shall be invited on the request of the participants in the trial or on the court's own initiative. The accused and other participants in the proceedings, with the exception of the psychologist and the representative of the minor victim, shall not be allowed to be present in the room where the interview is being conducted. In this case, audio and video recording must be compulsory and the accused and other participants in the proceedings must be allowed to watch and hear the questioning from another room and to ask questions to the interviewee through a judge or court;

- according to the Articles 280 and 283 of the Criminal Procedure Code to the interviewing of the juvenile offender a psychologist (or) a representative of the state child rights protection authority shall be invited on the request of the participants in the trial or on the court's own initiative.

It should be noted that according to Article 194 of the Code of Civil Procedure (Interview (interrogation) of a juvenile witness) the representatives by law are called in, also pedagogue or a representative of the state child rights protection institution can be called in to participate in the interview of a witness juvenile younger than 16 years old and by a decision of a court – younger than 18 years old. The chairman of the hearing explains duty of a witness younger than 16 years old to tell everything he/she knows in a case, but such a witness does not swear according to the procedure laid down in the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania. In exceptional cases, in order to identify the truth or not to harm the interests of a witness, by the court decision some participant in a case can be eliminated from a court-room during the interrogation of a juvenile witness. After the participant returns to a court-room, the content of indications of a juvenile witness has to be reported and the possibility of questioning the witness has to be provided. A witness, younger than 16 years old, has to leave a court-room after the interrogation, except the cases, when the court acknowledges that it is necessary that the witness should stay in a court-room.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : Minor children have the right to receive secondary legal aid regardless of income and asset evaluation when:

- they are victims of offences against human health, freedom, sexual self-determination and integrity, child and family, moral and in other criminal proceedings when a motivated decision of pre-trial investigation officer or prosecutor or motivated court ruling recognizes that participation of an authorized representative is mandatory;

- in cases established by law they independently apply to the court regarding defence of their rights or statutory interests, except those who have entered into marriage in accordance with law or those who have been recognized by the court as absolutely capable (emancipated).

According to Article 38 of the Code of Civil Procedure, legal representatives of minors from 14 to 18 years old shall respectively be their parents, adopters or guardians. In such cases minors who are parties or third persons in the proceedings shall be notified and invited to participate in a hearing.

Minors from 14 years old shall have the right to independently apply to a court regarding defence of their rights or interests protected by laws, if a dispute arises out of relationships where they have full civil capacity.

If a child believes that her/his parents are abusing her/his rights, then the child shall have a right to apply to the state child rights protection institution or, after attaining the age of 14, may bring the matter before a court (Article 3.164(2) of the Civil Code of the Republic of Lithuania).

In other cases, were a child according to the law is not allowed to bring a case before a court her/himself, child's legal representatives represent child: parents, guardians, curators. According to Article 3.157(1) of the Civil Code of the Republic of Lithuania, parents shall represent legally incapable children under the law, except where the parents have been declared legally incapable in this area by a court judgement. Article 3.163(2) of the Civil Code of the Republic of Lithuania states that the rights of children deprived of parental care shall be assured by the guardian or curator according to the rules laid down in the Civil Code of the Republic of Lithuania. If the parents or guardians (curators) abuse their children's rights, measures to defend the children's rights may be taken by the state child rights protection institution or a prosecutor (Article 3.163(5) of the Civil Code of the Republic of Lithuania).

In accordance with Article 47(7) of the Law on Administrative Proceedings, if a party to the proceedings is a minor or a person recognised under the statutory procedure as legally incapable or of limited legal capacity in a certain area, his/her interests shall be represented by his/her legal representatives (parents, adoptive parents, guardians, carers).

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :For violent intentional criminal offences.

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[X] d'un dispositif avec des fonds publics

[X] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Article 167(2) of the Code of Criminal procedure establishes that prosecutor, for certain criminal offenses, can initiate said procedure without the victim's consent if he deems that criminal offenses are of public interest or harm has been done to a person who, for important reasons, is unable to defend his or her legitimate interests. In that case, the pre-trial investigation of such acts must be initiated at the request of the prosecutor. Said Article shows that prosecutor has the right to act in the best interests of a victim.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	112 [] NA [] NAP	70 [] NA [] NAP	176 024 [] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	22 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	22 500 [] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Arrestation injustifiée	23 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	9 500 [] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	28 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	20 466 [] NA [] NAP
Autre	35 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	123 557 [] NA [] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Under the Civil Code and the Law on the Compensation of the Harm Caused by Illegal Actions of Public Authorities and Representation of the State of the Republic of Lithuania the damage resulting from the unlawful condemnation, unlawful arrest, unlawful detention, unlawful application of procedural coercive measures, illegal application of administrative penalty – arrest has to be reimbursed by the state in full, regardless of pre-trial investigation officers, prosecutors and court officials' fault. Compensations for unlawful arrest and unlawful condemnation are paid from separate budgetary program on compensation of damages operated by the Ministry of Justice. These compensations may be paid according to court decisions on damages as well as through out-of-court procedure.

Damages can be compensated after court trial and without court trial (the property damage cannot exceed 1500 EUR, the moral damage cannot exceed 2900 EUR). Information above has been given on both cases.

N.B. In 2016 there was provided information about out-of-court procedure only. In 2018 in order to disclose the complete situation the data is provided also including situations when applicants take an application to the court directly. This can cause some differences in two periods (2016 and 2018).

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	[X] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc	[X] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc

2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	☒ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☒ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	☒ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☒ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : 2017-2020 communication strategy for the judiciary and a plan for its implementation was adopted on 27 January 2017 by the Judicial Council, therefore more instruments have been applied. The surveys are administered in a variety of formats, including face-to-face interviews with the public prosecutors, lawyers and other court users, mailed paper forms and online surveys.

Public trust survey aimed at prosecution service is conducted every month.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non

Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires It is to notice that procedural laws enshrine the provisions that ensure that the case is dealt expeditiously. For example, according to the Article 72 of the Civil Procedural Code an interested party shall have the right to apply to the court of appeal to set a time limit for proceedings if the court of first instance fails to carry out in due time the procedural steps required by the Code.

The functioning of the judicial system can also be supervised through administrative supervision which shall be executed without prejudice to the independence of judges in the administration of justice.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	17 [] NA [] NAP



42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	2 [] NA [] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	22 [] NA [] NAP

Commentaires Number of courts (as legal entities) in Lithuania decreased from 1st January 2018 according to the Law on Reorganization of Courts of the Republic of Lithuania (Law of 23rd June, 2016 No. XII-2474). Instead of 49 district courts (as legal entities) there are now 12 district courts (some of them have court houses), instead of 5 regional administrative courts there are now 2 of them (one has houses). The number of first instance courts of general jurisdiction (legal entities) in point 42.1 implies 5 regional courts (of general jurisdiction) which are first instance for criminal and civil cases assigned to its jurisdiction by law. These courts also are appeal instance for judgements, decisions, rulings and orders of district courts, so their number is also included in the number of all courts at point 42.3.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	2 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	2 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP

Tribunaux militaires	☐ NA ☒ NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	☐ NA ☒ NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser : Analysis and discussion on the need and possibility to decrease the number of court houses are initiated.

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	12 ☐ NA ☐ NAP
le licenciement	14 ☐ NA ☐ NAP
le vol avec violence	12 ☐ NA ☐ NAP
faillite	17 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires A debt collection for small claims - in all district courts (12). An employment dismissal - in all district courts (12) when an employer working on the base of the contract (the Labour Code is applied) is dismissed and in administrative regional courts (2) when a public servant (the Law on Civil Service is applied) is dismissed, in total 14 courts. A robbery - in all district courts (12). An insolvency case - in all district courts (12) for natural person's bankrupt cases, in regional courts (5) for bankrupt of legal persons.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[2 000]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Procedural Laws, Law on Courts and other laws.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	758 [] NA [] NAP	284 [] NA [] NAP	474 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	676 [] NA [] NAP	235 [] NA [] NAP	441 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	49 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	33 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	22 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	19 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si

possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	☐ NA ☒ NAP
Donnée en équivalent temps plein	☐ NA ☒ NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	☐ NA ☒ NAP
Donnée en équivalent temps plein	☐ NA ☒ NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d’affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
affaires familiales	()	()	()
affaires de droit du travail	()	()	()
affaires de droit social	()	()	()

affaires commerciales	()	()	()
affaires de faillite	()	()	()
autre affaires civiles	()	()	()

[X] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] affaires pénales

[] affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l’année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	2 664 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	1 451 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	849 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Personnels techniques	280 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	84 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : Other non-judge staff – translators and psychologists.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	2 664 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 874 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	692 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	98 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- [] pour l'aide judiciaire
- [] en matière familiale
- [] pour les ordres de paiement
- [] pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- [] exécution des affaires civiles

- ☐ exécution des affaires pénales
- ☐ autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- ☐ pour les affaires non contentieuses
- ☒ NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- ☐ la maintenance informatique
- ☐ la formation du personnel
- ☐ la sécurité
- ☐ les archives
- ☒ le nettoyage
- ☐ autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : National Courts Administration

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	666 ☐ NA ☐ NAP	332 ☐ NA ☐ NAP	334 ☐ NA ☐ NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	594 ☐ NA ☐ NAP	304 ☐ NA ☐ NAP	290 ☐ NA ☐ NAP

2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	72 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	85 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	72 [] NA [] NAP	52 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	13 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	532 [] NA	106 [] NA	426 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Prosecutor General's Office

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	(X) From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employer-employee relationship.	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender

equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employer-employee relationship.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	(X) From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employer-employee relationship.	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employer-employee relationship.

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	()	(X)
les avocats	()	(X)

les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Concerning judges: report on activities of Lithuanian Courts 2018 provides the data concerning judges (also, data about court mediators and persons passing the exam for judges), <https://www.teismai.lt/data/public/uploads/2019/04/teismu-veiklos-rezultatai-2018-m.-patikslinta.pdf>. Concerning prosecutors: in accordance with the Law on the Prosecutor's Office, the Prosecutor's Office presented an annual report on its activities in 2018 which was intended for the general public and the Parliament of the Republic of Lithuania. The report includes data about the distribution of males/females within the Prosecutor's Office (in 2018 the distribution of prosecutors by gender was 50,2% females and 49,8 % male working in the Lithuanian Prosecution Service, see page 30). Internet link to this document: <https://www.prokuraturos.lt/data/public/uploads/2019/03/lietuvos-respublikosprokuraturos-veiklos-2018-m.-ataskaita.pdf>

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Resolution of the Government of the Republic of Lithuania No 112, 4th February 2015 "On the Approval of the National program of equal opportunities for women and men 2015-2021", <https://www.e-tar.lt/portal/lt/legalAct/dc012450b1ca11e48296d11f563abfb0>. Also, the Law of the Republic of Lithuania on Equal Opportunities for Women and Men (<https://www.e-tar.lt/portal/lt/legalAct/TAR.746227138BCB/asr>) is applicable to all state institutions.

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez preciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires It should be mentioned, that there is a specific institution dealing with gender issues in the public and private sectors – Office of the Equal Opportunities Ombudsman. Its mission is to ensure implementation of equal opportunities and prevention of discrimination in society.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) The Law on Equal Treatment of the Republic of Lithuania, 2003-11-18, No. IX-1826.

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) The Office of the Equal Opportunities Ombudsperson is a budgetary institution financed from the state budget. Ombudsperson, by proposal from the Speaker of the Seimas, is assigned for a term of five years by secret voting in Parliament. Ombudsperson is accountable to Parliament and is responsible for the enforcement of the Law on Equal Opportunities for Women and Men and the Law on Equal Treatment.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) Competence of the Equal Opportunities Ombudsman:
•investigates complaints, carries out investigations on his/hers own initiative; •performs independent researches, related to discrimination, and independent surveys on the discrimination state, provides conclusions and recommendations on any issue related to discrimination; •carries out preventive and educational activity, secures equal opportunities mainstreaming; •controls the implementation of UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities provisions, related to securing equal opportunities; •exchanges information with various institutions and agencies from Lithuania and foreign countries, international organisations. During or after an investigation, the Ombudsman can apply to the person concerned and propose to stop the actions (inaction) that violate equal opportunities; apply to the person or institution concerned and propose to amend or cancel an administrative act or decision (or part thereof) related to the violation of equal opportunities; initiate the administrative offense proceeding; alert the violator; 7) to oblige the subjects of advertising to terminate the unauthorized advertising and to determine the terms and conditions for the fulfillment of this obligation, etc.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

Oui	Non
-----	-----

dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	(X) If there is a need, the statistics on accused males and females is collected.	()

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Concerning statistics: improvements are now being made to the functionalities of the Lithuanian Court Information System (LITEKO) in order to build up a gender-specific trait which would be obtained by IT means from pre-trial investigation institutions, i.e. statistics would be generated automatically (expecting from 2020-01-01).

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	☒ (X) définies et coordonnées au niveau national par une institution ☐ () définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions ☐ () définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante ☐ () autre
TI Gouvernance informatique	☒ (X) gouvernance au niveau national par une institution ☐ () gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions ☐ () organisées au niveau des l'unité/partie prenante ☐ () autre

Commentaires National Courts Administration forms and implements the strategy of common court information system (the Law on Courts, Art. 124, par. 2). Art. 2, par 22 of Law on National Courts Administration indicates that the National Courts Administration organizes the development and implementaton of informational systems in courts, administers information systems and improves them.

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

☒ (X) personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

☐ () équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

☐ () autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	☒ (X) Oui ☐ () Non	☒ (X) Oui ☐ () No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	☐ () Oui ☒ (X) Non	☐ () Oui ☒ (X) No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	☒ (X) Oui ☐ () Non	☒ (X) Oui ☐ () No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » Majority of courts IT solutions are centralized

and managed by the National Courts Administration. General management of applications is performed by IT department in the National Courts Administration, thus local court IT specialists only assist to local users.
External IT service providers are used to implement/support some technical solutions.

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) All initiatives are collected and managed by the National Courts Administration, which is responsible for the administration and maintenance of the centralized courts IT.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

☒ [X] les processus opérationnels

☒ [X] la charge de travail

☐ [] les ressources humaines

☐ [] les coûts

☐ [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) E. g. number of cases resolved, the number pf documents, the timeliness of the procedure etc.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) The basic security requirements are stated in law, specific statutory legal acts, obligatory to all state information systems.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres

administrations (police, etc.) The State Inspectorate for Data Protection is responsible for the supervision and control of enforcement of the Law on Legal Protection of Personal Data and the General Data Protection Regulation. However, the rights of the Inspectorate for the supervision and control of data protection in courts are limited, in order to ensure courts independence. The extent of rights granted to citizens are regulated by the specific regulations, which aims to regulate the usage of the Lithuanian courts electronic services portal www.e.teismas.lt, the administration of personal data in the Lithuanian Courts Information System, and other legal acts. There are limitations and general principles, stated in legal acts regarding the sharing of personal data according to the General Data Protection Regulation.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

(X) Oui

() No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : In lithuania administrative offences cases are distinguished from criminal cases, i.e. these are minor violations of the law which taking into consideration the degree of danger are not within the scope of criminal law. There are two instances of courts in administrative cases: regional administrative courts (I instance) and the Supreme Administrative Court of Lithuania (appeal (and final) instance).

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

☒ Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

☒ Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

☒ Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Improvements have been made since the previous period and now options 1 and 3 are also available. Concerning option 3 - basically content of the Register of Suspects, Accused and Convicts is destined for criminal issues, however it can also be used in civil and administrative matters (recruitment, licenses etc.). The Information Technology and Communications Department under the Ministry of the Interior of the Republic of Lithuania is the administrator of the Register.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

☒ Oui

☐ Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Templates are prepared and stored in the Lithuanian Courts Information System (LITEKO) together with special tools for filling them with metadata. Also, templates are prepared in administrative offence and pretrial cases and are available in Lithuanian Courts Information System (LITEKO) and the Integrated Criminal Process Information System (IBPS).

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA
Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA

Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires The courts hearings are recorded in all courts and cases, the record substitutes the written protocol except the criminal case and is made in all cases with some specific exceptions, when the protocol is not required (e.g. some administrative offence cases).

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	☐ dans tous les tribunaux ☐ dans la plupart des tribunaux ☐ dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ☐ non disponible pour cette matière ☒ NA	☒ dans tous les tribunaux ☐ dans la plupart des tribunaux ☐ dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ☐ non disponible pour cette matière ☐ NA	☐ Oui ☐ Essai pilote ☒ Non ☐ NA
Pénale	☐ dans tous les tribunaux ☐ dans la plupart des tribunaux ☐ dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ☐ non disponible pour cette matière ☒ NA	☒ dans tous les tribunaux ☐ dans la plupart des tribunaux ☐ dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ☐ non disponible pour cette matière ☐ NA	☐ Oui ☐ Essai pilote ☒ Non ☐ NA
Administrative	☐ dans tous les tribunaux ☐ dans la plupart des tribunaux ☐ dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ☐ non disponible pour cette matière ☒ NA	☒ dans tous les tribunaux ☐ dans la plupart des tribunaux ☐ dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ☐ non disponible pour cette matière ☐ NA	☐ Oui ☐ Essai pilote ☒ Non ☐ NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne (X) les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties (X) publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ accessible aux parties ☐ publication de la décision en ligne ☒ les deux ☐ non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☐ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP
-----------------------	---	---	--	--	---

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non
Registre relatif aux entreprises	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Gestion des frais de justice	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non

Autres (préciser en commentaires)	() 100%	() Oui	() Oui
	() 50-99%	(X) Non	(X) Non
	() 10-49%		
	() 1-9%		
	(X) 0% (NAP)		
	[] NA		

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

(X) Oui

() Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Pour les procureurs	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

(X) Oui

() Non

Commentaires In administrative offences cases documents may be submitted to courts via Lithuanian courts electronic services portal

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Pénale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires The Legal Aid Information System (TEISIS) is currently being developed to increase the effectiveness of the legal aid administration process. TEISIS will allow individuals to apply for legal aid and receive it (when possible) online or, if necessary, schedule a face-to-face meeting with legal aid providers. TEISIS will also be used by legal aid authorities to retrieve relevant data concerning applicants' financial situation from different state information systems and registers.

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☒ NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP
Information disponible dans le CMS	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒	☐	☒	☐ SMS ☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒
Pénale	☐	☐	☐	☐ SMS ☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐
Administrative	☒	☐	☒	☐ SMS ☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒

Commentaires It shall be noted that the summons may be transmitted to the parties via the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt. Additionally, it shall be mentioned that upon the national regulations there are particular process participants, who/which are obliged to apply to court and to receive courts documents electronically, for instance, notaries, bailiffs, states institutions, insurance companies and etc. These groups are stated in the legal regulation. Additionally to the question 64.4 part "Other", the summons may be send via the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt and the integration between the Lithuanian Courts Information System (LITEKO) and the Register of Administrative Offences in administrative offences cases as well.

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

(X) Oui

() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) - pour cette matière ☐ NA	☒ Saisine d'une juridiction ☒ Phases préparatoires à l'audience ☒ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☒ Transmission des décisions des tribunaux	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒ Oui

Pénale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) - pour cette matière ☒ NA	☐ Saisine d'une juridiction ☐ Phases préparatoires à l'audience ☐ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☐ Transmission des décisions des tribunaux	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) - pour cette matière ☐ NA	☒ Saisine d'une juridiction ☒ Phases préparatoires à l'audience ☒ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☒ Transmission des décisions des tribunaux	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒ Oui

Commentaires "Other" - files (documents) may be send via the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt and the integration between the Lithuanian Courts Information System (LITEKO).

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒ Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒ Oui

Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒ Oui
Services de police judiciaire	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒ Oui

Commentaires Electronic communication between courts and professionals other than lawyers is possible and in some cases that are regulated by law is mandatory via the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

☒ Oui

☐ Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. The general processes, operating in the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt, are applied for the submission of documents and communication with courts in the mentioned proceedings (e.g. court order is processed automatically).

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non

Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non

Commentaires Video conferencing is available in all matters (not only indicated in a questionnaire). Using video conferencing equipment, it is expected to save the expenditures referred for the transportation of experts, specialists, imprisoned persons to courts, to protect the rights and interests of vulnerable people, victims, witnesses, to shorten the terms of the examination of the cases.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires The courts hearings are recorded in all matters, the record substitutes the written protocol except the criminal case (in criminal cases the record is a part of a protocol) and is made in all cases with some specific exceptions, when the protocol is not required (e.g. some administrative offences cases).

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Sonore ☐ Vidéo ☐ Les deux ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Sonore ☐ Vidéo ☐ Les deux ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Sonore ☐ Vidéo ☐ Les deux ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	(X) Oui () Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement
Pénale	(X) Oui () Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement
Administrative	(X) Oui () Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2. Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

[] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

- ☐ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☒ clearance rate
- ☐ disposition time
- ☒ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- ☒ Annuelle
- ☐ Moins fréquente
- ☐ Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- ☒ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- ☒ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- ☒ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- ☐ Annuelle
☐ Moins fréquente
☒ Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Every 6 months.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- ☒ Oui
☐ Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- ☒ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
☒ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
☒ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- ☒ Conseil Supérieur de la Magistrature
☐ Ministère de la Justice
☐ Organe d'inspection
☐ Cour Suprême
☐ Organe d'audit extérieur
☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- ☐ Conseil supérieur des procureurs
☐ Ministère de la Justice
☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
☒ Procureur général /Procureur de la République
☐ Organe d'audit extérieur

☒ Autre (veuillez préciser) :Collegium of the Prosecution Service of the Republic of Lithuania, which is an advisory body to the Prosecutor General.

Commentaires Collegium of the Prosecution Service of the Republic of Lithuania, which is an advisory body to the Prosecutor General.



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- ☒ [X] nombre de nouvelles affaires
- ☒ [X] durée des procédures (délais)
- ☒ [X] nombre d'affaires terminées
- ☒ [X] nombre d'affaires pendantes
- ☒ [X] stocks d'affaires
- ☒ [X] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- ☐ [] satisfaction du personnel des tribunaux
- ☒ [X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☐ [] coûts des procédures judiciaires
- ☐ [] nombre de recours
- ☐ [] taux de recours
- ☒ [X] clearance rate
- ☐ [] disposition time
- ☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- ☐ [] nombre de nouvelles affaires
- ☒ [X] durée des procédures (délais)
- ☒ [X] nombre d'affaires terminées
- ☒ [X] nombre d'affaires pendantes
- ☒ [X] stocks d'affaires
- ☐ [] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ [] satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- ☐ [] coûts des procédures judiciaires
- ☒ [X] clearance rate
- ☐ [] disposition time
- ☒ [X] pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- ☒ en matière civile
- ☒ en matière pénale
- ☒ en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	☒ through administrative supervision mechanism	☐
dans les services du ministère public	☐	☒

Commentaires

3.6.4.Information sur l’activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

☒ Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :National Courts Adminsitation, L. Sapiegos st. 15, Vilnius, Lithuania

☐ Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

- ☒ Oui, sur internet
- ☐ Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- ☐ Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

☒ Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Information Technology and Communications department under the Ministry of Interior of the Republic of Lithuania collects a part of the statistical data regarding the functioning of the public prosecution services and publishes monthly reports on their website <https://www.ird.lt/>

☐ Non

Commentaires Information Technology and Communications department under the Ministry of Interior of the Republic of Lithuania collects a part of the statistical data regarding the functioning of the public prosecution services and publishes monthly reports on their website <https://www.ird.lt/>

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

☒ (X) Oui, sur internet

☐ () Non, seulement en interne (sur un site intranet)

☐ () Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

☒ [X] Internet

☐ [] Intranet

☐ [] Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

☒ (X) Annuelle

☐ () Moins fréquente

☐ () Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

☒ [X] Internet

☒ [X] Intranet

☐ [] Diffusion papier

Commentaires In accordance with the Law on the Prosecutor's Office, every year the Prosecutor's Office presents an annual report on its activities which is intended for the general public, the President and the Parliament of the Republic of Lithuania. The report contains a lot of statistical data about activity of the Prosecution Service, including data on the number of incoming cases, the number of decisions, the number of public prosecutors and administrative staff. Internet link to this document:

<https://www.prokuraturos.lt/data/public/uploads/2019/03/lietuvos-respublikosprokuraturos-veiklos-2018-m.-ataskaita.pdf>

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- ☒ Annuelle
- ☐ Moins fréquente
- ☐ Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- ☐ Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- ☒ Pouvoir législatif
- ☒ Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- ☐ Président de la juridiction
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires The quantitative performance targets are defined for the Prosecutor General's Office and 5 regional Prosecutor's Offices, but not for individual public prosecutors.

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[X] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The quantitative performance targets are defined for the Prosecutor's Offices, but not for individual public prosecutors.

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : National Courts Administration - for judges, Prosecutor General's Office - for prosecutors.

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[] Pour les procédures civiles (durée)

[] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): In cooperation with the Agent of the Government of the Republic of Lithuania to the European Court of Human Rights the courts are informed about the decisions where the violation was established. In specific cases the organizational means are used to prevent other similar violations.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires The relevant provisions of the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania and the Code of Criminal Procedure of the Republic of Lithuania provide for a possibility of the reopening of the proceedings in case of the finding of a violation of the European Convention on Human Rights by the European Court of Human Rights.

As set forth in Article 366(1)(1) of the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania, civil cases can be reopened when the European Court of Human Rights holds that the judgments, decisions or resolutions of the courts of the Republic of Lithuania in civil cases contradict the European Convention on Human Rights and/or its additional Protocols, to which the Republic of Lithuania is a participant, or when the European Court of Human Rights strikes out the application under examination from the list of cases on the ground of a friendly settlement agreement or unilateral declaration, if under a friendly settlement agreement or unilateral declaration it has been acknowledged that by the judgments, decisions or resolutions of the courts of the Republic of Lithuania in civil cases the rights of the applicants established in the European Convention on Human Rights and/or its additional Protocols, to which the Republic of Lithuania is a participant, were violated due to the judgments, decisions or resolutions of the courts of the Republic of Lithuania in civil cases. In accordance with Article 368(1) of the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania, a request to reopen the civil case can be filed within three months since the day, on which the person submitting it learned or had to have learned of the circumstances constituting the grounds to reopen the proceedings.

According to Article 456 of the Code of Criminal Procedure of the Republic of Lithuania, criminal cases examined by the courts of the Republic of Lithuania may be reviewed when the United Nations Human Rights Committee declares that a judgment of conviction has been taken in violation of the International Covenant on Civil and Political Rights or its Protocols or the European Court of Human Rights declares that a judgment of conviction of a person has been taken in violation of the European Convention on Human Rights or its Protocols, if the nature and gravity of the violations raise reasonable doubts as to the conviction of the person and the continuing violations may be corrected only upon the reviewing of the case.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : Rules of the Agent of the Government of the Republic of Lithuania to the European Court of Human Rights (adopted by the resolution of the Government of 3 July of 1995 no. 929);
Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania;
Code of Criminal Procedure of the Republic of Lithuania.

4.2.Durée des procédures

4.2.1.Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- ☒ [X] en matière civile
☒ [X] en matière pénale
☒ [X] en matière administrative
☐ [] Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- ☒ [X] en matière civile (petits litiges)
☒ [X] en matière pénale (infractions mineures)
☐ [] en matière administrative
☐ [] Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : It is to notice that administrative cases regarding the issuance of court order are possible from 1 January, 2020.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

☐ affaires civiles

☐ affaires pénales

☐ affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	33 101 ☐ NA ☐ NAP	210 779 ☐ NA ☐ NAP	212 946 ☐ NA ☐ NAP	30 934 ☐ NA ☐ NAP	1 611 ☐ NA ☐ NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	27 167 ☐ NA ☐ NAP	99 292 ☐ NA ☐ NAP	102 877 ☐ NA ☐ NAP	23 582 ☐ NA ☐ NAP	1 502 ☐ NA ☐ NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 720 ☐ NA ☐ NAP	71 599 ☐ NA ☐ NAP	72 175 ☐ NA ☐ NAP	1 144 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	1 301 [] NA [] NAP	63 208 [] NA [] NAP	63 788 [] NA [] NAP	721 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	419 [] NA [] NAP	8 391 [] NA [] NAP	8 387 [] NA [] NAP	423 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	2 748 [] NA [] NAP	14 899 [] NA [] NAP	13 048 [] NA [] NAP	4 599 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	1 466 [] NA [] NAP	24 989 [] NA [] NAP	24 846 [] NA [] NAP	1 609 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP

Commentaires The decrease in general civil (and commercial) non-litigious cases (2.1.) may have been due to the overall decrease in debtors' natural persons in 2017 and 2018. The latter suggestion is based in data from the credit bureau Creditinfo (1 January, 2019 number of debtors natural persons was 177,055; 1 January - 207,000; 1 January, 2017 - 252 479). Credit Bureau "Creditinfo" stores information about credit risk for businesses and private entities, forms the credit history and establishes credit ratings.

The decrease in "other non-litigious cases" (2.3.): civil cases in process of enforcement (execution) in all district courts was due to changes in the law that came into effect in 2017 July 1, on the basis of which the bailiff, rather than the court of first instance, is responsible for dealing with the succession in enforcement proceedings.

The decrease in "other cases" (4): administrative offence cases (including cases in process of enforcement (execution) in 2017-2018 period was due to the entry into force of the Code of Administrative Offences on 1 January, 2017 which left the handling of a large proportion of administrative misconduct and the imposition of penalties to various public administration entities (out of court). This could also be due to the expanded list of circumstances in which the person is not prosecuted under the Code of Administrative Offences. The decrease in these cases was also influenced by the Amendments to the Criminal Code (on 1 January, 2017) that criminalized persons who drove a road vehicle or taught practical driving while under the influence of alcohol with more than 1.5 ounces of alcohol. In 2018, compared to 2017, the number of cases of administrative offences investigated in district courts decreased by 15.66%, compared to 2016, a decrease of 75.83%. Concerning administrative cases (3): in 2018, the number of cases received increased by 27.35% compared to 2017 (e.g. the number of cases concerning conditions and detention of prisoners, cases concerning the legal status of aliens have significantly increased) and this led to the growth in the number of pending cases at the end of the reference year.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Court orders, which shall be resolved within 3 working days.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Cases of administrative offences and cases of administrative offences in process of enforcement (execution).

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	3 245 [] NA [] NAP	19 746 [] NA [] NAP	20 006 [] NA [] NAP	2 985 [] NA [] NAP	219 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. On 1 January 2017 Amendments to the Criminal Code of the Republic of Lithuania were adopted that provide for criminal liability for persons who drove a road vehicle or taught practical driving while under the influence of alcohol more than 1,5 promilles. This change of regulation had impact on the increase of the number of criminal cases starting from 2017 (in comparison with 2016).

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	8 620 [] NA [] NAP	18 336 [] NA [] NAP	18 966 [] NA [] NAP	7 990 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	4 745 [] NA [] NAP	12 498 [] NA [] NAP	13 326 [] NA [] NAP	3 917 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	3 692 [] NA [] NAP	3 877 [] NA [] NAP	3 681 [] NA [] NAP	3 888 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	183 [] NA [] NAP	1 961 [] NA [] NAP	1 959 [] NA [] NAP	185 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The decrease in "other cases" (4), i.e. administrative offence cases (including cases in process of enforcement (execution), at second instance courts (appeal) in 2017-2018 period was related to the decreased number of resolved administrative offence cases in the first instance courts (see Q091).

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	790 [] NA [] NAP	5 361 [] NA [] NAP	5 274 [] NA [] NAP	877 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	321 [] NA [] NAP	572 [] NA [] NAP	643 [] NA [] NAP	250 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	292 [] NA [] NAP	451 [] NA [] NAP	517 [] NA [] NAP	226 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	29 [] NA [] NAP	121 [] NA [] NAP	126 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The number of civil (and commercial) litigious cases (1.) of the cassation instance court (Supreme Court) pending at the end of the year decreased due to the general decrease of resolved cases at first instance. In 2018 the number of civil cases resolved at first instance courts decreased by 10.89% compared to 2017 and was 15.03 % lower than in 2016. This led to the slightly lower inflow and larger number of resolved cases, therefore, to the decreased number of pending cases at the end of the year.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [2 970]

d'affaires classées par cette procédure ? [2 046]

Commentaires This is the whole number of the applications for the cassation review that were received at the Supreme Court of Lithuania in civil (received 1 945, dismissed 1483) and criminal (received 1 025, dismissed 563) cases.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	101 [] NA [] NAP	384 [] NA [] NAP	385 [] NA [] NAP	100 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	765 [] NA [] NAP	7 787 [] NA [] NAP	7 843 [] NA [] NAP	709 [] NA [] NAP
Licenciement	53 [] NA [] NAP	195 [] NA [] NAP	178 [] NA [] NAP	70 [] NA [] NAP

Faillite	4 936 [] NA [] NAP	3 609 [] NA [] NAP	4 614 [] NA [] NAP	3 931 [] NA [] NAP
Vol avec violence	158 [] NA [] NAP	346 [] NA [] NAP	376 [] NA [] NAP	128 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	69 [] NA [] NAP	106 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	116 [] NA [] NAP	502 [] NA [] NAP	522 [] NA [] NAP	96 [] NA [] NAP

Commentaires Employment dismissal cases - the decrease of incoming and resolved cases might be due to the effective functioning of the Labor Disputes Commission (a mandatory pre-litigation labor dispute resolution body for individual and collective labor disputes). Insolvency cases - the decrease of incoming cases might be due to the decrease of debtors (legal entities). Robbery cases - the decrease of incoming and resolved cases might be due to a general decrease in crimes to property. Cases relating to the right of entry and stay for aliens - general situation in EU on this issue led to the increase of incoming cases in 2017 and consequently to the increase of pending cases at the beginning of 2018. The number of resolved cases is higher due to higher number of incoming and correspondently pending cases. Cases relating to asylum seekers fall within the cases relating to the right of entry and stay for aliens or other administrative cases.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Pursuant to the Law on the Status of Refugees in the Republic of Lithuania cases concerning the decisions on asylum matters reached by the Migration Department under the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Lithuania are assigned to the Vilnius Regional Administrative Court. The Supreme Administrative Court of Lithuania is the appellate instance for cases from decisions, rulings and orders of regional administrative courts as the courts of the first instance. Rulings of the Supreme Administrative Court of Lithuania are final and not subject to appeal.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	[X] NA [] NAP	100 [] NA [] NAP	194 [] NA [] NAP	190 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Divorce contentieux	☒ X] NA ☐] NAP	46 ☐] NA ☐] NAP	140 ☐] NA ☐] NAP	164 ☐] NA ☐] NAP	☒ X] NA ☐] NAP	0 ☐] NA ☐] NAP
Licenciement	☒ X] NA ☐] NAP	111 ☐] NA ☐] NAP	83 ☐] NA ☐] NAP	175 ☐] NA ☐] NAP	☒ X] NA ☐] NAP	0 ☐] NA ☐] NAP
Faillite	☒ X] NA ☐] NAP	437 ☐] NA ☐] NAP	155 ☐] NA ☐] NAP	171 ☐] NA ☐] NAP	☒ X] NA ☐] NAP	11 ☐] NA ☐] NAP
Vol avec violence	☒ X] NA ☐] NAP	143 ☐] NA ☐] NAP	82 ☐] NA ☐] NAP	162 ☐] NA ☐] NAP	☒ X] NA ☐] NAP	1 ☐] NA ☐] NAP
Homicide volontaire	☒ X] NA ☐] NAP	193 ☐] NA ☐] NAP	149 ☐] NA ☐] NAP	148 ☐] NA ☐] NAP	☒ X] NA ☐] NAP	1 ☐] NA ☐] NAP

Commentaires The decrease of the length of proceedings in appellate and cassation instances indicates the efforts of the judiciary to fight some longer terms.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. There are three types of divorce procedures: divorce on the basis of the fault of one or both of the spouses; divorce on the application of one of the spouses; divorce by the mutual consent of the spouses. Divorce cases are decided according to a special procedure, established in the Code of Civil Procedure (375-386). Disputes concerning issues arising from the family relations are dealt with in closed court sessions if at least one of the parties asks for. When any question related to child is dealt with, a child, who is capable to formulate his/her view, has to be heard directly, and if not possible – through the representative. In taking the decision, the court has to take into account the opinion of the child, unless this is not in his/her interests. In the process of hearing a divorce case, the court undertakes measures to reconcile the spouses and has the right to establish the term for reconciliation. This term has to be not longer than 6 months. Until the delivery of the judicial decision the court considering the interests of spouses, children may establish the interim measures of protection.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of proceedings is calculated from the date of a case is received in a court until the court delivers a decision.

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

☒ X] diriger ou superviser l'enquête policière

☒ X] mener des enquêtes

- ☒ [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- ☒ [X] porter une accusation
- ☒ [X] soumettre l'affaire au tribunal
- ☒ [X] proposer une peine au juge
- ☒ [X] faire appel
- ☐ [] superviser la procédure d'exécution
- ☒ [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- ☐ [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- ☒ [X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- ☒ [X] affaire civiles
- ☒ [X] affaires administratives
- ☒ [X] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	73 052 ☐ [] NA ☐ [] NAP	32 441 ☐ [] NA ☐ [] NAP	☐ [] NA ☒ [X] NAP	37 164 ☐ [] NA ☐ [] NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	18 854 ☐ [] NA ☐ [] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	18 854 ☐ [] NA ☐ [] NAP
Pendant la procédure judiciaire	☐ [] NA ☒ [X] NAP

Commentaires On 1st January 2017 driving under the influence of alcohol has been criminalized. The majority of these cases are brought to court through the guilty plea procedure.

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	32 441 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	10 639 [] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	18 808 [] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	2 994 [] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires Increase in the number of cases discontinued by the public prosecutor because the offender could not be identified may be due to increase of the number of cybercrime cases.

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : The source for answers to questions 91-102 is Lithuanian Courts Informational System (LITEKO), information provided by the National Courts Administration. As far as questions 107, 107-1 and 108 are concerned the sources are digital data systems of the prosecution service (Integrated Criminal Prosecution System (IBPS) and Informational Prosecution System).

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des judges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[] principalement par concours (concours ouvert)

[] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[X] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- [X] une instance composée seulement de juges
[] une instance composée seulement de non juges
[] une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- [] Concours / Examen
[X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
[] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- [X] Les années d'expérience
[X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
[X] La performance (quantitative)
[X] Les résultats d'évaluations
[X] Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
[X] Autre(s)
[] Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- [X] statutairement indépendant
[] sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

☐ principalement par concours (concours ouvert)

☐ principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

☒ une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

☐ une instance composée seulement de procureurs

☐ une instance composée seulement de non procureurs

☒ une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

☒ Oui

☐ Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

☐ Concours / Examen

☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

☒ Les années d'expérience

☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☒ La performance (quantitative)

☒ Les résultats d'évaluations

☒ Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☒ Autre(s)

☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

☐ Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

☐ Pour des raisons disciplinaires

☒ Pour des raisons organisationnelles

☐ Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

☐ Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

☐ Oui, durée de la période probatoire (en années) :

☒ Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

☐ Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Prosecutor shall be dismissed from service in the following cases: 1) voluntary resignation; 2) dismissal as a disciplinary sanction; 3) effective court judgement of conviction; 4) loss of the citizenship of the Republic of Lithuania; 5) failure to withdraw from the activities of political parties or political organisations or other breaches of Article 21(2) of the Law on Prosecution Service; 6) dissent to be position-downgraded in the result of disciplinary sanction; 7) cancellation of his position due to organisational changes in the Prosecution Service and the dissent to be transferred to another position or absence of a position to be transferred to; 8) being incapable to serve as a prosecutor (based on a conclusion of a medical commission); 9) being unfit for the prosecutor's position according to a conclusion of the Assessment Commission; 10) establishing of any circumstance due to which the person could not have been admitted to the Prosecution Service and appointed to a prosecutor's position; 11) resignation after becoming entitled to a state pension of officers and servicemen; 12) reaching 65 years of age; 13) dissent to being transferred to another position after expiry of the appointment.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

(X) Oui, durée de la période probatoire (en années) :2

() Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : National Courts Administration, Prosecutor General's Office

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
-------------	-------------	---------------------------

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☒ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☒ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☒ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires In September 2016 the Training Division was formed at the Prosecutor General's Office. Before that, the training system was scattered, the budget in 2016 was 14 times smaller than it was in 2018. With the increased budget, the training priorities have changed as well, more attention has been given to general in-service training.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
---------------------------------------	--

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : In September 2016 the Training Division was formed at the Prosecutor General's Office. Before that, the training system was scattered, the budget in 2016 was 14 times smaller than it was in 2018. With the increased budget, the training priorities have changed as well, more attention has been given to general in-service training.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	☐	☐	☐
Une institution pour les procureurs	☐	☐	☐
Une institution commune pour juges et procureurs	☐	☐	☐

Commentaires There are no specific training institutions for both categories of professionals.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	☐ NA ☒ NAP
Une institution pour les procureurs	☐ NA ☒ NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	☐ NA ☒ NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The training of appointed judges (both introductory and continuous) is organized by a state institution - the National Courts Administration under the training programs of judges. These programs are approved by the Judicial Council and harmonized by the Ministry of Justice. Programs are approved annually. Organizing the training of judges is just one of the functions performed by the National Courts Administration.

New prosecutors must complete the 2-year-long professional traineeship at the prosecution service. They also attend special training for prosecutors, as well as EJTN trainings. In 2019 new prosecutors have attended EJTN AIAKOS exchange programme.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	☒ X] NA ☐] NAP	☐] NA ☒ X] NAP
1. Seulement pour les juges	☒ X] NA ☐] NAP	☐] NA ☒ X] NAP
2. Seulement pour les procureurs	132 ☐] NA ☐] NAP	2 ☐] NA ☐] NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	☒ X] NA ☐] NAP	☐] NA ☒ X] NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	72 ☐] NA ☐] NAP	1 ☐] NA ☐] NAP
5. Autres formations communes	10 ☐] NA ☐] NAP	1 ☐] NA ☐] NAP

Commentaires : The National Courts Administration is responsible for organization of training courses for judges, as well as for preparation of draft programmes and presentation of them for adoption to the Judicial Council (after coordination with the Ministry of Justice). The National Courts Administration have also organised training courses for court staff. Data on training courses in days is not available. In 2018, 64 training courses for judges took place in 34 training programs approved by the Judicial Council. 2 060 judges attended training. The number of participants for court staff - 1 140.

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Prosecutor General's Office, National Courts Administration

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	23 933 ☐] NA ☐] NAP	18 189 ☐] NA ☐] NAP	23 933 ☐] NA ☐] NAP	18 189 ☐] NA ☐] NAP

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	36 939 [] NA [] NAP	28 074 [] NA [] NAP	36 939 [] NA [] NAP	28 074 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	26 495 [] NA [] NAP	20 136 [] NA [] NAP	26 495 [] NA [] NAP	20 136 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	35 422 [] NA [] NAP	26 921 [] NA [] NAP	35 422 [] NA [] NAP	26 921 [] NA [] NAP

Commentaires In 2017 prosecutors' salaries were increased.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. No other financial benefit.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des

questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

☐ juges uniquement

☐ juges et représentants d'autres professions juridiques

☒ autre, veuillez préciser : The Judicial Ethics and Discipline Commission

Commentaires The Judicial Ethics and Discipline Commission. Two members of the Commission shall be appointed by the President of the Republic, one - by the Speaker of the Seimas, four candidates – by the Judicial Council. The President of the Republic and the Speaker of the Seimas shall appoint members of the public to members of the Commission. The Judicial Council shall approve the Chairman of the Commission from the appointed members of the Judicial Ethics and Discipline Commission.

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

☒ Oui

☐ Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

Consultations/opinions given by the Judicial Ethics and Discipline Commission are available on the website of the National Courts Administration.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

☐ procureurs uniquement

☐ procureurs et représentants d'autres professions juridiques

☒ autre, veuillez préciser :

Commentaires The Prosecutors' Ethics Commission consists of 7 members – 4 prosecutors and 3 other professionals (not necessarily legal).

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

☒ Oui

☐ Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. Prosecutors' Ethics Commission is a body composed by the Prosecutor General for purposes of investigating breaches of law, professional inadequacy, conduct that brings dishonour to the prosecutor's profession and other breaches of professional ethics allegedly committed by the prosecutor. The Commission also provides consultations regarding professional ethics of prosecutors. Anonymised conclusions of the Commission are available on the web site of the Prosecution Service of Lithuania

[] NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- ☒ Justiciables
- ☒ Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- ☒ Cour suprême
- ☒ Conseil supérieur de la magistrature
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Parlement
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- ☐ Autre (veuillez préciser) :
- ☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- ☒ Citoyens
- ☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☒ Procureur Général/Procureur d'Etat
- ☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- ☐ Autre (veuillez préciser) :
- ☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- ☐ Tribunal
- ☐ Cour suprême

- ☐ Conseil supérieur de la magistrature
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Parlement
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- ☒ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Judicial Court of Honour, the Judicial Ethics and Discipline Commission.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- ☐ Cour Suprême
- ☐ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☒ Procureur Général/Procureur d'Etat
- ☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- ☐ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	16 ☐ NA ☐ NAP	34 ☐ NA ☐ NAP
1. Faute déontologique	16 ☐ NA ☐ NAP	5 ☐ NA ☐ NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 ☐ NA ☐ NAP	28 ☐ NA ☐ NAP
3. Délit pénal	0 ☐ NA ☐ NAP	1 ☐ NA ☐ NAP
4. Autre	0 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Concerning judges: only 2 of the initiated disciplinary proceedings (16) have been brought to the Judicial Court of Honor. Concerning prosecutors: the decrease of the number of initiated disciplinary proceedings (comparing with 2016) was the outcome of the fact that there were received fewer requests to initiate the inspection of prosecutor's activity or to conduct an investigation at the Prosecutor's Ethics Commission.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	1 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
2. Suspension	[] NA [X] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Rétrogradation de poste	[] NA [X] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	1 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
10. Révocation	[] NA [X] NAP	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Concerning judges: in 2018 the Judicial Court of Honor adopted 2 decisions: in one disciplinary case it was limited to the review of a disciplinary action, in the second - one the part of the case was terminated, in the other part of the case as the sanction a censure (less severe sanction than a reprimand) was pronounced. Concerning prosecutors:

9 admonitions - the least severe disciplinary sanction – have been pronounced against prosecutors in 2018. Disciplinary sanctions that may be imposed on prosecutor in Lithuania (starting from least severe): 1. Admonition (9 in 2018); 2. Reprimand (5 in 2018); 3. Position downgrade (0 in 2018) 4. Dismissal (3 in 2018) The increase of the number of sanctions in 2018 (comparing with 2016) was due to the complexity of the inspections, also investigations carried out by the Prosecutor's Ethics Commission because of the gravity and nature of the violations committed.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : National Courts Administration, Prosecutor General's Office (the Internal Investigations Division of the Prosecutor General's Office, which conducts disciplinary proceedings against prosecutors).

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	2 213 [] NA	1 377 [] NA	836 [] NA

Commentaires There are also 943 lawyers' assistants. They can provide some legal service but are not included in the number of lawyers above.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[]
Affaires de licenciement	[]	[]	[]
Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]

Affaires pénales - Victime	[]	[]	[]
Affaires administratives	[]	[]	[]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Lawyers have a full monopoly only in criminal cases (representing defendant), exceptional legal is adopted in criminal proceedings under Article 47 of the Code of Criminal Procedure, which states that defender shall be an advocate or advocate's assistant having advocate's authorization. Under the Code of Administrative Offenses only advocates can represent their clients in appeal process and only advocates and advocates' assistants – in process where the case is recommenced. However, exception for legal entities was made, establishing that these subjects can be represented by an employee with university degree in law. Under the Code of Civil Procedure an appeal shall be filed only by an advocate. However, with few exceptions regarding the cohabitants of the parties, trade unions, public legal persons and bailiffs.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : In civil cases judicial officer's agents can represent judicial officers, but only with the authorization of a judicial officers and in cases related to the functions of judicial officer (Code of Civil Procedure, Article 56, paragraph 1, subparagraph 7). Also, in civil cases, accomplice of the parties can represent other party by delegation of other accomplices (Code of Civil Procedure, Article 56, paragraph 1, subparagraph 3).

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

[] Activité notariale

[X] Arbitrage/médiation

[X] Mandataire

[] Syndic de copropriété

[] Agent immobilier

[X] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 4, paragraph 4 established, that an advocate shall also be entitled in accordance with the procedure prescribed by laws to provide services for remuneration as an administrator of bankruptcy, restructuring, property or inheritance, a lobbyist, a liquidator, a curator, an executor of a will, a trustee of property, a patent trustee, as well as to work in commissions of all levels, to be a member of the municipal council, to be appointed as a commission member by the resolution of the

Parliament or Government, or by Presidential Decree and participate in working-groups drafting legal projects, act as an arbiter, a mediator, a conciliator or a legal expert in commercial disputes for remuneration. An advocate may be a member of the managing or supervisory body of a legal person, but he cannot receive any remuneration, with the exception of bonuses. The right to provide services listed in this paragraph shall be acquired by an advocate and the provision of these services shall be controlled in accordance with the procedure laid down in legal acts regulating the provision of these services.

In addition, Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 43, paragraph 1 established, that an advocate entered in the List of Practising Advocates of Lithuania may not participate in operational activities, be employed or hold any other paid position, except for work in the Lithuanian Bar Association and research, creative or teaching activities.

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

☒ Avocat indépendant

☐ Avocat salarié

☐ Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

☒ un barreau national

☐ un barreau régional

☐ un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Council of the Lithuanian Bar 2018 activity report (January 1 – December 31, 2018)

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

[X] Oui, la loi contient des règles

[] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

[] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3.Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

[X] le Barreau

[X] le législateur

[X] autre (veuillez préciser) :the Minister of Justice

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

[X] la prestation de l'avocat

[X] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

[] Le juge

[] Le ministère de la Justice

☒ Une instance professionnelle

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	53 ☐ NA ☐ NAP
1. Faute déontologique	☒ NA ☐ NAP
2. Insuffisance professionnelle	☒ NA ☐ NAP
3. Délit pénal	☐ NA ☒ NAP
4. Autre	8 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : These disciplinary proceedings were initiated by the Council of the Lithuanian Bar Association itself, i.e. without the prior examination of Disciplinary Committee and these proceedings were initiated for the failures to perform duties to the Lithuanian Bar (non-payment of taxes; non cooperation).

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	19 ☐ NA ☐ NAP
1. Réprimande	7 ☐ NA ☐ NAP
2. Suspension	☐ NA ☒ NAP
3. Retrait d'une affaire	☐ NA ☒ NAP
4. Amende	☐ NA ☒ NAP
5. Autre	12 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Article 53 of the Law on the Bar of Republic of Lithuania establishes that the Court of Honour of Advocates may impose the following disciplinary sanctions:

- 1) censure;
- 2) reprimand;
- 3) public reprimand;
- 4) invalidation of the decision of the Lithuanian Bar Association to recognise the person as an advocate.

In addition, Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 61 establishes that the Court of Honour of Advocates shall hear disciplinary actions against advocates in accordance with the procedure established by the Lithuanian Bar Association. According to the data of Lithuanian Bar Association, in 2018, apart from the sanction mentioned above, there were applied 12 sanction: 5 - censures; 3 - invalidation of the decision of the Lithuanian Bar Association to recognise the person as an advocate; 4 - removal from the List of Advocate's Assistants of Lithuania

It shall be noted that although there were 53 disciplinary proceedings initiated by the Council of the Lithuanian Bar Association, during the taken period (2018) the Court of Honour of Advocates examined 44 disciplinary cases, as a result 19 above explained sanctions were adopted and in the rest 14 cases the Court of Honour of Advocates decided not to appoint sanctions, instead – suffice with a hearing and in 11 cases – to terminate the disciplinary proceedings.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

☐ [] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

☒ [X] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

☐ [] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In certain civil cases, when an amicable resolution of the dispute is likely, mandatory mediation may be ordered by a court.

Mandatory mediation before bringing a claim to the court will be established from 1 January 2020 in family disputes examined according to contentious proceedings.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

☐ () Oui

☒ (X) Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires familiales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Judicial mediation in administrative cases has started 1st March 2019. According to present legislation only the judge can mediate disputes in administrative cases. It should be noticed that draft project for amendment of mediation law and of correspondent procedural law for administrative cases is being discussed at the Seimas (parliament of Lithuania) envisaging that private mediator could execute judicial mediation for disputes in administrative cases and that the Administrative Disputes Commission could mediate such disputes in pre-trial stage.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Secondary legal aid includes inter alia representation in court. Therefore, if a person has been granted legal aid in a case that is referred to judicial mediation by a decision of judge, legal aid is also provided in this procedure. The judicial mediation is free of charge.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	469 [] NA [] NAP	110 [] NA [] NAP	359 [] NA [] NAP

Commentaires On 29 June, 2017 new regulation for mediation and becoming mediator was adopted which entered into force from 2019-01-01. The amendments that have been made set new requirements to improve the quality of mediation services. Also, the establishment

of mediation as a professional activity (with the exception of judicial mediation by judges) is approved, part of such activity is paid by state. These factors as well as the overall promotion of mediation in the country might have impact on the significant increase of the number of people that gained the status of mediator.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	483 [] NA [] NAP	452 [] NA [] NAP	218 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	223 [] NA [] NAP	228 [] NA [] NAP	106 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	258 [] NA [] NAP	221 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	2 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : It should be noted that family, labour cases and consumer cases, as well as civil and commercial cases, are heard by courts of general jurisdiction (in Lithuania there are no specialized courts for these categories of cases).

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[X] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[X] l'arbitrage

[X] la conciliation (si différente de la médiation)

[X] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires Pursuant to the Law on Consumer Rights Protection of the Republic of Lithuania the following public bodies deal with consumer disputes in the role of ADR entities:

- Communications Regulatory Authority
- Bank of Lithuania (central bank)
- State Energy Regulatory Council
- Bar Association
- State Consumer Rights Protection Authority

Firstly, during the ADR procedure these consumer ADR entities have to try to conciliate parties of the dispute. If a settlement is not reached, a decision on the substance of the dispute is adopted. The decision is binding, unless a party commences proceedings in a court. The exception are decisions of Bank of Lithuania which are not binding.

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : The Lithuanian Court Information System (LITEKO) and the report of the Activities of the Judicial Mediation Commission, 2018.

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	117 [] NA	51 [] NA	66 [] NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

☐ des juges

☒ des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

☐ des huissiers de justice attachés à une institution publique

☐ autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

Option

Saisie des biens meubles corporels	☒) Oui avec monopole ☐) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Saisie des immeubles	☐) Oui avec monopole ☒) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	☒) Oui avec monopole ☐) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Saisies des rémunérations	☐) Oui avec monopole ☒) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	☐) Oui avec monopole ☒) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Mesures d'expulsion	☒) Oui avec monopole ☐) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	☐) Oui avec monopole ☒) Oui sans monopole ☐) Non ☐] NAP
Autres	☐) Oui avec monopole ☐) Oui sans monopole ☐) Non ☒] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- ☒] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- ☒] Recouvrement de créances
- ☒] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- ☐] Séquestres
- ☒] Constats
- ☐] Service des audiences près les juridictions
- ☒] Conseils juridiques
- ☒] Procédures de faillites
- ☒] Missions confiées par le juge
- ☐] Représentation des parties devant les juridictions

☐ Rédaction des actes sous-seings privés

☐ Administrateur d'immeubles

☐ Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

☒ une instance nationale

☐ une instance régionale

☐ une instance locale

☐ NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : www.antstoliurumai.lt

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

☒ [X] une instance professionnelle

☒ [X] le juge

☒ [X] le ministère de la Justice

☐ [] le procureur

☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires professional body - the Chamber of Judicial Officers of Lithuania

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? Instructions for Execution of Decisions, CIVIL PROCESS CODE

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

☒ [X] un organisme professionnel

☐ [] le juge

☒ [X] le ministère de la Justice

☒ [X] autre (veuillez préciser) :Uniting the Judicial Officers in Lithuania

Commentaires In 2018 as well as in 2016 the Ministry of Justice was the institution responsible for establishing the quality standards.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

☐ () Oui

☒ (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to Article 27 of the Law on Bailiffs, Article 510 of the Code of Civil Procedure of the Republic of

Lithuania the procedural actions of bailiffs, their legitimacy are verified by a court upon a claim of a party of the enforcement case.

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

[] absence de toute exécution

[] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

[] manque d'information

[X] durée excessive

[] pratiques illégales

[] supervision insuffisante

[X] coût excessif

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	() Oui (X) Non
pour les affaires administratives	() Oui (X) Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

(X) entre 1 et 5 jours

() entre 6 et 10 jours

() entre 11 et 30 jours

() plus (veuillez préciser) :

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	6 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	6 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Other - non-compliance with laws and regulations governing the enforcement process.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	5 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Other - caution (4). In addition it is to note that under Art. 15, par. 1 of Law on Bailiffs, the possible sanctions are: 1) caution;
2) reprimand;

- 3) the deprivation of the right to provide services referred to in Paragraph 2 of Article 21 of this Law up to six months;
- 4) the deprivation of the right to perform functions specified in Paragraph 1 of Article 21 of this Law for up to six months;
- 5) dismissal from bailiffs dismissal from office

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Chamber of Judicial Officers of Lithuania

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- ☐ Juge
- ☐ Procureur
- ☒ Services pénitentiaire et de probation
- ☐ Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- ☐ 80-100%
- ☐ 50-79%
- ☐ Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1.Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

Total	Hommes	Femmes

TOTAL (1+2+3+4)	260 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	260 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Fonctionnaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- [X] diplôme
- [X] expérience professionnelle/formation professionnelle
- [X] examen
- [X] procédure de nomination par l'Etat
- [] autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- [X] oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- [] non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- [X] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- [X] authentification
- [X] certification des signatures
- [X] contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- [X] médiation
- [] prestation de serments
- [] autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- [] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- [X] authentification

- ☐ certification des signatures
- ☐ contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- ☐ médiation
- ☐ prestation de serments
- ☐ autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Notaries have exclusive competence in:

- Succession matters (issuing certificate of succession);
- Transactions regarding real property (sale, mortgage end etc);
- Attesting marriage contracts;
- other contracts which are to be notarised in accordance with the mandatory provision of Civil Code (contracts of life annuity, loan agreements if the amount of loan in cash is in excess of three thousand euros, sale of shares if the percent of shares of a legal entity exceeds 25 percent and etc.)

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- ☒ Transaction immobilière
- ☒ Droit de la famille
- ☒ Droit des successions
- ☒ Droit des sociétés
- ☐ Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- ☐ Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- ☒ Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- ☐ Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- ☐ Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires Some Lithuanian notaries use the digital system eNotaras. All notaries receive data from centras databanks of state registers via computer networks under data exchange agreements.

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- ☒ une instance professionnelle
- ☒ le tribunal
- ☒ le ministère de la Justice
- ☐ le procureur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Law on Notarial Profession of the Republic of Lithuania; Chamber of Notaries of Lithuania

10.Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1.Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[X] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

- ☐ Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- ☐ Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : National Courts Administration

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

- ☐ experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,
- ☒ experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,
- ☐ «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires In Lithuania there is a system of registered forensic experts who work in state forensic institution or has a private business. If it is necessary to order forensic examination in civil or criminal procedure, which are performed by state forensic institution. It is ordered to institutions and managers of those institutions to choose the appropriate expert for performance of examination. Also in civil cases parties can propose the forensic expert and it is court's decision who should be appointed for performance of forensic examination.

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : The list of the forensic experts of the Republic of Lithuania is administered by the Ministry of Justice under the Law on forensic examination and under the procedure established by the Ministry of Justice. Only person having forensic expert qualification can be entered into the list of forensic experts of the Republic of Lithuania. The qualification to the forensic expert is issued by state forensic institutions (on the types of forensic examinations, performed by these forensic institutions) or other state authorities (on the types of forensic examinations that are not covered by state forensic institutions activities). Before entering in to the mentioned list, the person shall take an oath in the Ministry of Justice.

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

- ☒ Le Ministère de la Justice
- ☐ Les tribunaux
- ☐ Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

[] Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

() Oui, pour combien de temps

(X) Non

Commentaires The registration is not limited in time, but the expert who receives qualification in competent state forensic institutions shall be recertified by same forensic institutions every five years.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : A person who, upon adopting the name of a civil servant or a person performing the functions of public administration, carries out unlawful actions bears the liability under Article 289 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania.

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	(X) Oui () Non
Formation continue	(X) Oui () Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

[X] la procédure judiciaire

[X] le métier de l'expert

[X] autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	398 [] NA [] NAP	218 [] NA [] NAP	180 [] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The performance of forensic examination in state forensic institution in criminal cases is free of charge. But the court shall remunerate expenses of forensic expert due to appearing in court, travelling. Private forensic experts should be paid for the performance of their examination and shall be reimbursed for any expenses they incur due to appearing in court, travelling and accommodation and shall be paid a daily allowance. In civil cases, all expenses independently of the institution or person performing forensic examination should be covered by the court. The expenses for forensic examination in state forensic institution are counted according to the rulings approved by Ministry of Justice or Ministry of Health or Police Commissioner General. This amount cannot exceed the work and material costs necessary to make a forensic examination. The private forensic experts regulate the amount of expenses by their selves.

The court shall cover the expenses for forensic experts (or institutions) when they have performed their duties in accordance with the invoice presented after the examination. Expenses that experts incur due to appearing in court, travelling and accommodation and a daily allowance are paid according to the legislation on official missions in the Republic of Lithuania.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : The court is free to define the term for forensic examination for private experts, in state forensic institutions it is regulated that forensic examination should be carried out in shortest possible terms.

Expertise in civil proceedings is regulated by Articles 212-219 of the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania. To find out issues rising during the hearing that require special knowledge in science, medicine, arts, engineering or craft, the court may appoint an expertise to be conducted by an expert or competent expertise authority subject to opinion of participants in the proceeding. A person may be appointed to conduct an expertise if she/he has necessary qualification to produce expert opinion. Judicial experts as provided in the Law on Judicial Expertise of the Republic of Lithuania shall conduct judicial expertises. If there are no judicial experts who have required qualification, other experts who have required qualification may conduct judicial expertises. Every participant in proceedings shall be entitled to provide questions to the court where expert opinion is requested. Questions for which expert opinion is required shall be ultimately decided in a court ruling.

A person appointed to act as an expert shall appear in a court when summoned and provide with unbiased expert opinion with regard to the questions submitted to her/him. An expert may refuse to produce expert opinion if the material presented to the expert is insufficient to produce the expert opinion or if the question given is beyond her/his qualification or competence.

If an expert fails to appear in court upon a summon or refuses to conduct expertise for the reasons found by the court non-substantial, the court may impose a fine on the expert up to 300 EUR. An expert shall be liable under the Criminal Code of the Republic of Lithuania for the false expert opinion.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par

les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[X] NA [] NAP
1.Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2.Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3.Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4.Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- [] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- [X] Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- [] Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : The Ministry of Justice

12.Les réformes dans le système judiciaire

12.1.Réformes envisagées

12.1.1.Réformes



208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser

si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux On 11 October 2016 the Parliament adopted the Concept Paper on Lay Judges. This Concept Paper proposes to introduce the institution of lay judges into the Lithuanian legal system in order to increase the trust of the society in the courts' system, to further promote the transparency of the courts' activities and to boost legal education. According to the Concept Paper, lay judges would hear the cases in the courts of first instance together with regular judges. Lay judges would participate only in oral hearing of a case. The Concept Paper proposes the concrete list of categories of cases where lay judges could be appointed to fulfil their public duty. The Concept Paper contains provisions on the main requirements for lay judges, their selection procedure, compilation of the lay judges' list, the role of lay judges, their procedural rights and obligations, guarantees, liability etc. The Constitution and other laws will have to be amended in order to implement the provisions of the Concept Paper. According to the Government's planning, the foreseen deadline for the full introduction of the institution of lay judges into the Lithuanian legal system is the 3rd quarter of 2020. Currently the amendment to the Constitution is considered in the Seimas of the Republic of Lithuania. The Ministry of Economy of the Republic of Lithuania is negotiating legislation regarding the implementation of the possibility to registrate a legal person on the basis of virtual office. The Ministry of Transport and Communications of the Republic of Lithuania is negotiating legislation regarding the use of unified communication system (e-delivery) for administrative documents, as well as for court documents. Both legislations may have impact on the functioning of the judicial proceedings.

2. Budget On 1 July 2018 the amendments to the Law of the Republic of Lithuania on the Prosecution Service came into force whereby, inter alia, higher coefficients of the salary of prosecutors have been introduced. According to the legally effective amendments, the average proportion of salaries of prosecutors and judges is now as follows: prosecutors of the Prosecutor General's Office, regional prosecution services and those of district prosecution services subordinate to regional prosecution services as well as judges of relevant level – approx. 95 per cent; prosecutors of the Prosecutor General's Office and territorial prosecution services of regional level in charge of carrying out investigations into organised crimes and corruption related crimes – approx. 97.5 per cent. On 4 December 2018 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted the amendments to the Law on Salaries of Judges of the Republic of Lithuania. According to these amendments, the salaries of the judges of the district courts are increased from 1 January 2019. By increasing the income of the judges of the district courts the independence of the judiciary will be strengthened, adequate compensation for work will be ensured and the attractiveness of the work of a judge will be enhanced.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) On July 16th 2019 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted the amendments to the Law on Courts. The possibility for the President of the court to decide on the reduction of the workload of a judge if the judge is involved in other activity (than adjudicating cases) related to the functioning of the court or judicial system, e.g. in judicial self-government activity. The term of validity of the examination of candidates for judges established for 5 years. Also, there have been introduced provisions that require a modification of the mechanism for evaluation of candidates' for a judge position and of judges (addressing their career issues): the evaluation of the personal and cognitive competencies required for judges' work has been introduced. This evaluation is supposed to be made by experts in this field. Article 84 of the Law on Courts regulating the conditions and procedure for instituting disciplinary proceedings has been supplemented with a provision according to which the relevant entities (the President of the Republic or the Seimas) have the right to

suspend the powers of the judge against whom disciplinary proceedings are instituted. This legal regulation removes the gap in the law that existed in a situation when a judge's actions leading to disciplinary action are incompatible in a professional sense with the work of a judge.

The Institute of Temporary Judges is being introduced. This shall allow for the possibility to replace a district court judge who will not be in a position to serve as a judge for long periods (e.g. parental leave, professional development leave). In that case, a person who satisfies the requirements of being a judge in a district court could be appointed to that court for 2 years.

Further implementing acts, adopted by mainly the Judicial Council, are to be prepared. On 13th June 2019 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted amendments to the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania providing for the imposition of stamp duty on actions for legal entity restructuring and individual complaints. The amendments are based on the fact that practically unlimited access to appeal against various decisions of insolvency practitioners has delayed insolvency proceedings and significantly extended the overall duration of insolvency proceedings. On 1 July 2018 the amendments to the Law of the Republic of Lithuania on the Prosecution Service came into force whereby the status of a special prosecutor has been established as well. The law stipulates that the prosecutor who has been assigned to conduct and organize pre-trial investigation into corruption-related criminal offences, where the head or deputy head of the state or municipal institution, establishment or company or a person who has been granted the immunity from criminal prosecution is suspected of having committed these criminal offences, as well as lead the investigation and uphold public charges in these criminal cases may be granted a special status. In the context of investigation of this type of criminal offences there is a higher risk of criminal influence against the investigating officers and also in practice we often see cases where during the investigation of such criminal offences the parties to the proceedings are abusing their procedural rights by raising issues related to violations allegedly committed by the officers investigating such cases. The prosecutor who has been granted the status of a special prosecutor is subject to certain guarantees which are different from those applied to all the prosecutors (assessment of the prosecutor's performance is not carried out, such prosecutor may not be moved to other position or other prosecution service, he may receive a premium and there is a prohibition against disciplinary liability).

The prosecutor who has been granted the special status has the same obligations as other prosecutors, however, while this prosecutor is enforcing procedural laws, superior prosecutor in respect of him is only the Prosecutor General or (under the order of the Prosecutor General) Deputy Prosecutor General or Chief Prosecutor of the department of the Prosecutor General's Office.

There is a number of amendments to the Law of the Republic of Lithuania on the Prosecution Service which have been drawn up and whereby it is proposed to provide for the possibility to also grant the special status to the prosecutor who has been assigned to conduct, organise pre-trial investigation as well as lead it and uphold public charges later in criminal cases related to crimes committed by criminal associations as well as to conduct investigation regarding alleged infringement of the public interest and to carry out the protection of the public interest by means of civil and administrative law where the head or deputy head of the state or municipal institution, establishment or company or a person who has been granted the immunity from criminal prosecution is suspected of having committed these criminal offences.

The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania is currently negotiating legislation regarding the implementation of Council Regulation (EU) 2017/1939 of 12 October 2017 implementing enhanced cooperation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office ('the EPPO') into national law. Planned changes would establish a new specialised branch of European Public Prosecutors.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire On 30th June 2018 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted amendments to the State Guaranteed Legal Aid Act which improved organization and / or delivery of a public service - state-guaranteed legal aid provided easier access to secondary legal aid for victims of terrorism, trafficking in human beings, domestic violence, sexual freedom and integrity, organized crime or organized crime, irrespective of property and proceeds, as well as when the offense is committed to express hatred towards the victim based on age, gender, sexual orientation, disability, race, nationality, language, origin, social status, or belief.

Some amendments to the Law on State-Guaranteed Legal Aid have been adopted in 2019. According to Art. 11, part 7, point 11, secondary legal aid is not granted in cases where the applicant has been provided with secondary legal aid in previous proceedings and

failed to pay the established costs of secondary legal aid or their part. The amendment adopted in 2019 states that this ground for refusal to provide secondary legal aid is not applicable when the person requests secondary legal aid in criminal proceedings. Parents (legal guardians) of a child will have the right to state-guaranteed legal aid regardless of their financial situation in cases regarding the court permission to remove the child from his parents (legal guardians) (will be applicable from 01-01-2020). The Legal Aid Information System (TEISIS) is currently being developed to increase the effectiveness of the legal aid administration process. TEISIS will allow individuals to apply for legal aid and receive it (when possible) online or, if necessary, schedule a face-to-face meeting with legal aid providers. TEISIS will also be used by legal aid authorities to retrieve relevant data concerning applicants' financial situation from different state information systems and registers.

On 16 July 2019 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted the laws introducing the right of individual application to the Constitutional Court into the Lithuanian legal system. It is expected that by providing this additional legal tool persons will be able to better protect their rights and legitimate interests. These laws came into force on 1 September 2019. Since the 1st September 2019 every person shall have the right to apply to the Constitutional Court for a law or other act of the Seimas, the President of the Republic or an act of the Government if the decision taken on the basis thereof violated the constitutional rights or freedoms of that person. The person will have this opportunity only after having exhausted all legal remedies. If the Constitutional Court has ruled that the law of the Republic of Lithuania (or part thereof) or other act of the Seimas (or part thereof), the act of the President of the Republic or the act of the Government (or part thereof) is unconstitutional, there will be grounds for reopening the trial.

The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania prepared draft laws aiming at boosting the application of collective redress in civil procedure. These draft laws will also simplify the conditions for consumers to file collective claims. After having coordinated them with the stakeholders, the draft laws were submitted to the Government for consideration.

4. Conseil supérieur de la magistrature On July 16th 2019 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted the amendments to the Law on Courts. In order to improve the efficiency of the Judicial Council, which is the executive body of the judiciary, it was decided to reduce the number of its members (from 23 to 17). Also, district courts representation mechanism was adjusted, extending the possibility for district court judges to select and vote for the best candidates from all over Lithuania (not only within the district court territories).

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. Currently certain amendments to the Law of the Republic of Lithuania and legal acts related thereto have been drawn up whereby it has been proposed to provide that persons seeking to be appointed as judges or prosecutors would have to pass a general professional qualification exam. At the present moment the candidates for a prosecutor's post must pass the qualification examination of candidates for a prosecutor's post whereas candidates for a judge's post must pass the qualification examination of candidates for a judge's post. Draft laws amending the Law on Bar, the Law on the Notary Office and the Law on Judicial Officers have been prepared to include independent representatives of the public in the disciplinary proceedings (the Court of Honour) of lawyers, notaries and bailiffs to strengthen public confidence in the legal system, enhance openness and transparency of the decisions.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania prepared draft laws (amendments to the Civil Code of the Republic of Lithuania, to other related

laws), aiming at transferring the functions that are not intrinsic to the judiciary to other institutions. It is expected that transfer of certain functions to other institutions than courts will reduce the workload of courts and will provide an opportunity for persons to resolve certain issues quicker. In 2019, it is expected to submit draft laws to the competent institutions for consideration.

The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania is preparing draft laws aiming at boosting the application of collective redress in civil procedure. These draft laws will also simplify the conditions for consumers to file collective claims. In summer 2019, it is expected to submit draft laws to the competent institutions for consideration, and afterwards – to the Government.

The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania prepared draft laws aiming at transferring some administrative cases from administrative courts to out-of-court commissions. It is expected that this reform will bring the possibility to solve these disputes quicker and cheaper. In summer 2019, after submitting draft laws to the competent institutions for consideration, it is expected to submit them to the Government.

On 30th June 2018 Amendments to the Code of Criminal Procedure of the Republic of Lithuania due to implementation of 2016 March 9 Directive (EU) 2016/343 of the European Parliament and of the Council on certain aspects of the presumption of innocence and access to justice in criminal proceedings. The principle of *in dubio pro reo*, which has been consistently applied in Lithuanian case law, was enshrined in the code *expressis verbis*, stating that during the pre-trial investigation or trial the doubts and uncertainties regarding the fault of the suspect or accused person or other relevant circumstances shall benefit the suspected or accused person. Two separate rights of the suspect and the accused - the right to remain silent and the right to refuse to give evidence concerning their own alleged criminal activity - were explicitly enshrined, as well as the duty of a prosecutor or of a pretrial investigator to duly inform the suspect about such his (her) rights.

On 1 January 2019 the Law of the Republic of Lithuania on Protection of Rapporteurs came into force. This legal act provides for the grounds and forms of legal protection of persons who have disclosed information about various violations committed in institutions as well as for relevant incitement and support measures so as to ensure suitable conditions for these persons to report on legal violations threatening the public interest as well as to safeguard the prevention and disclosure of such violations. The said Law stipulated that the functions of the competent authority shall be carried out by the Prosecution Service of the Republic of Lithuania. On 20th December 2018 Amendments to the Code of Civil Procedure entered into force, which stipulates that persons whose confidentiality is to be ensured in accordance with the Law on the Protection of Rapporteurs would not normally be summoned to testify in civil proceedings and only in certain cases could the court decide to summon such person as a witness. The obligation for the court to take appropriate measures to prevent the disclosure of the identity of a person subject to confidentiality to participants in the proceedings or other persons is also applied. In relation to the Law on the Protection of Rapporteurs the same day an amendment to the Criminal Code was adopted, which provides for the possibility of release from criminal liability rapporteurs.

On 23th May 2017 European Court of Human Rights issued the judgment in the case *Matiošaitis and Others v. Lithuania* (Petition 22662/13). The Court has recognized a violation of Article 3 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (ECHR) on the grounds that life-sentenced prisoners in Lithuania do not have access to a leniency application. In order to implement the judgment and ensure that the regulation of life imprisonment in Lithuania does not violate the Convention and is in line with the Court's jurisprudence and legal requirements, on 21st March 2019 Articles 51 and 97 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania were amended. Provision is made for the sentence to be reviewed after twenty years of life imprisonment.

7. Exécution des décisions de justice On 1 July 2018 the amendments to the Law on the Prosecution Service and Criminal Procedure Code became effective. These amendments eliminate the function of controlling enforcement of judgments which was not typical to the activities of the prosecutor.

On 1st October 2018 the amendments to the Code of Civil Procedure relating to the improvement of the enforcement proceedings entered into force. The main goal was to clarify the procedure of enforcement of significant sums, also to encourage the debtor to actively pursue the obligation by offering more favorable conditions for that. E.g. the last home is not recovered if the debtor provides the bailiff with evidence that the debt can be recovered within 18 months by means of a fixed salary deduction and that recovery is

actually carried out.

Instructions of the enforcement of judgements set out a clear and transparent mechanism for counting the costs of enforcement, they preclude the possibility of abuse and unsubstantiated aggrandizements of the costs of enforcement.

With Amendments to the Civil and Criminal Procedure Codes the bailiffs are withdrawn from forfeit process in cases when the state institutions themselves know the assets to be confiscated and have a possibility to take them over for state ownership.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges On 29 June 2017 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted the Law on the amendment of the Law on Conciliatory Mediation in Civil Disputes and the Law on the amendment of the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania. These laws entered into force on 1 January 2019 (the regulation of mandatory mediation will enter into force on 1 January 2020).

During the year of 2018, the Ministry of Justice of the Republic of Lithuania prepared draft implementing acts regarding the mediation procedure in order to prepare for the application of the Law on Mediation of the Republic of Lithuania. On 31 December 2018 the Minister of Justice of the Republic of Lithuania approved the Order No. 1R-289 regarding procedure of qualification exam of mediators, procedure of improving the qualifications of mediators and regarding other issues related to mediation as foreseen in the Law on Mediation of the Republic of Lithuania.

On 1 March 2019 the amendments of the Law on Mediation and the Law on Administrative Proceedings entered into force that provide for the possibility of resolving administrative disputes. The Seimas of the Republic of Lithuania is currently considering the draft Laws that provide for the possibility of resolving administrative disputes through out-of-court mediation and envisage that judicial mediation may be conducted not only by judges but also by mediators entered in the List of Mediators of the Republic of Lithuania (hereinafter – the List of Mediators). It has been proposed to introduce the model of out-of-court mediation for dispute resolution in the Administrative Disputes Commission. Out-of-court mediation of administrative disputes would be conducted by one of the members of the commission entered in the List of Mediators. Mediation could also be undertaken by other persons who meet the requirements for mediators and are in the List of Mediators. Judicial mediation of administrative disputes could be conducted both by judges and other mediators selected from the List of Mediators. If, in the opinion of the judge or the chamber of judges hearing the case in the specific case, there are no judges mediators able to conduct judicial mediation in a specific case, the court would have to apply to the State Guaranteed Legal Aid Service concerning the selection of a mediator from the List of Mediators.

The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania together with the partners (the State Guaranteed Legal Aid Service, the National Courts Administration, the State Enterprise Centre of Registers) is implementing a project for development of mediation system, which is financed from EU structural funds (the project “Development of the system of conciliatory mediation (mediation)” No. 10.1.4-ESFA-V-922-01-0005). This project is carried out in 2018-2020. The main activities of the project are: 1) drafting the program of the qualification exam of mediators; 2) organising trainings for mediators; 3) organising trainings, study visits for judges, as well as international conference on mediation in civil matters; 4) organising qualification exams of mediators; 5) creation of the tool for administration of the list of mediators; 6) installing premises for mediation; 7) implementing a set of information measures regarding mediation (awareness raising).

9. Lutte contre la criminalité NA

9.1 Système pénitentiaire NA

9.2 La justice adaptée aux enfants On July 16th 2019 the Seimas of the Republic of Lithuania adopted the amendments to the Code of Criminal Procedure of the Republic of Lithuania introducing a new set of procedural rules regarding suspected minors in the criminal proceedings. These changes were adopted to properly transpose Directive (EU) 2016/800 of the European Parliament and of the Council of 11 May 2016 on procedural safeguards for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings into national law.

9.3 La violence entre partenaires NA

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication In February 2018 representatives of Prosecution Service, Regional Courts and main criminal intelligence authorities signed agreement on authorisation of methods and means of collection of criminal intelligence information in criminal intelligence telecommunication network. Information system that is currently being created will enable a more speedy and efficient authorisation and coordination of criminal intelligence actions, statistical analysis of criminal intelligence, sending and receiving classified documents. Elimination of printed form documents will reduce expenses related to management of classified documents. Also, in addition to saving financial and human resources of the Prosecution Service, it will also guarantee a better protection of classified information.

11. Autres NA